

<b>Titre</b>	Convention Recouvrement des aliments et son Protocole Obligations alimentaires de 2007 : Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative, réunion du 14 au 17 décembre 2020
<b>Document</b>	Doc. préel. No 13 de juin 2021
<b>Auteur</b>	BP
<b>Point de l'ordre du jour</b>	À déterminer
<b>Mandat</b>	C&D Nos 22 à 24 du CAGP de 2020 et C&R No 28 du CAGP de 2019
<b>Objectif</b>	Rendre compte de la réunion du 14 au 17 décembre 2020 du Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA) et partager l'aide-mémoire découlant de cette réunion
<b>Mesure à prendre</b>	<p>Pour décision <input type="checkbox"/></p> <p>Pour approbation <input type="checkbox"/></p> <p>Pour discussion <input type="checkbox"/></p> <p>Pour action / achèvement <input type="checkbox"/></p> <p>Pour information <input checked="" type="checkbox"/></p>
<b>Annexes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Annexe I : Aide-mémoire de la réunion du GTCA</li> <li>- Annexe II : Ordre du jour de la réunion du GTCA (en anglais uniquement)</li> <li>- Annexe III : Liste des participants à la réunion du GTCA (en anglais uniquement)</li> </ul>
<b>Document(s) connexe(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Doc. préel. No 3 de novembre 2020 (version révisée)</a> – Préparation de la Première réunion de la Commission spéciale</li> <li>- <a href="#">Doc. préel. No 4 d'octobre 2020</a> – Synthèse des réponses reçues au Questionnaire d'août 2019 sur la Convention recouvrement des aliments de 2007</li> <li>- <a href="#">Doc. préel. No 6 d'avril 2020</a> et <a href="#">Doc. préel. No 10 de juillet 2020</a> relatifs à un rapport statistique dans le cadre de la Convention de 2007</li> </ul>

<b>Titre</b>	Convention Recouvrement des aliments et son Protocole Obligations alimentaires de 2007 : Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative
<b>Document</b>	Doc. préL. No 8 de janvier 2021
<b>Auteur</b>	BP
<b>Point de l'ordre du jour</b>	Point IV.1.d.
<b>Mandat</b>	C&D Nos 22 à 24 du CAGP de 2020 et C&R No 28 du CAGP de 2019
<b>Objectif</b>	Rendre compte de la réunion du 14 au 17 décembre 2020 du Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA) et partager l'aide-mémoire découlant de cette réunion
<b>Mesure à prendre</b>	Pour décision <input type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour discussion <input type="checkbox"/> Pour action / achèvement <input type="checkbox"/> Pour information <input checked="" type="checkbox"/>
<b>Annexes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Annexe I : Aide-mémoire de la réunion du GTCA</li> <li>- Annexe II : Ordre du jour de la réunion du GTCA (en anglais uniquement)</li> <li>- Annexe III : Liste des participants à la réunion du GTCA (en anglais uniquement)</li> </ul>
<b>Document(s) connexe(s)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <a href="#">Doc. préL. No 3 de novembre 2020 (version révisée)</a> – Préparation de la Première réunion de la Commission spéciale</li> <li>- <a href="#">Doc. préL. No 4 d'octobre 2020</a> – Synthèse des réponses reçues au Questionnaire d'août 2019 sur la Convention recouvrement des aliments de 2007</li> <li>- <a href="#">Doc. préL. No 6 d'avril 2020</a> et <a href="#">Doc. préL. No 10 de juillet 2020</a> relatifs à un rapport statistique dans le cadre de la Convention de 2007</li> </ul>

## Table des matières

I.	Introduction .....	1
II.	Prochaines étapes .....	1
	Annexe I – Aide-mémoire de la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020 .....	3
	Annexe II – Ordre du jour de la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020 .....	12
	Annexe III – Liste des participants à la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020 .....	16

# Convention Recouvrement des aliments et son Protocole

## Obligations alimentaires de 2007 : Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative

### I. Introduction

- 1 Du 14 au 17 décembre 2020, le Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA) concernant la *Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* (Convention Recouvrement des aliments de 2007) s'est réuni par vidéoconférence. Soixante participants représentant 20 Membres, un Observateur et des membres du Bureau Permanent (BP) ont pris part à la réunion<sup>1</sup>.
- 2 Comme recommandé par la Vingt et unième session de la HCCH<sup>2</sup> et conformément au mandat ultérieur du Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP)<sup>3</sup>, le GTCA, en tant que forum de discussion, a poursuivi ses travaux sur les questions relatives à la coopération administrative. Cette réunion a été convoquée afin d'étudier les questions en amont de la Première réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Recouvrement des aliments et de son Protocole (CS) qui se tiendra en 2021. Le GTCA a fourni des orientations en ce qui concerne l'élaboration d'un rapport statistique standard dans le cadre de la Convention Recouvrement des aliments, notamment l'utilisation à cette fin du système de gestion des dossiers iSupport et d'autres questions telles que les formulaires recommandés et les Profils des États<sup>4</sup>.

### II. Prochaines étapes

- 3 Un aide-mémoire résumant les conclusions de la réunion a été adopté par le GTCA<sup>5</sup>. Il sera porté à l'attention de la première réunion de la CS en vue d'aider celle-ci à adopter des Conclusions et Recommandations sur les questions étudiées par le GTCA et sur lesquelles le BP à travailler pour préparer la CS.
- 4 En ce qui concerne la collecte de statistiques, le BP préparera un rapport basé sur les orientations reçues du GTCA. Un projet de ce rapport sera distribué aux participants du GTCA pour commentaires avant la tenue de la Première réunion de la CS. Une autre réunion du GTCA sera convoquée afin de poursuivre cette discussion<sup>6</sup>.
- 5 Le BP demande au CGAP l'autorisation d'organiser une session d'information en ligne pour les Parties non-contractantes avec les Parties contractantes avant la tenue de la Première réunion de la CS ainsi que l'organisation de réunions bilatérales en ligne entre les États intéressés<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir Annexe III – Liste des participants à la réunion du GTCA de décembre 2020 (disponible en anglais uniquement).

<sup>2</sup> Acte final de la Vingt et unième session de la HCCH, Partie C.5., « La Vingt et unième session, [...] Recommande que le Groupe de travail sur la coopération administrative poursuive temporairement ses travaux et accueille les discussions relatives aux questions de coopération administrative, et recommande que le Conseil sur les affaires générales et la politique examine la création d'un Comité permanent de coopération des Autorités centrales ».

<sup>3</sup> Conseil sur les affaires générales et la politique de la HCCH, du 7 au 9 avril 2010, C&Rs, p. 5, « Le Conseil accepte de reporter l'examen de la mise en place formelle d'un comité permanent de coopération entre Autorités centrales jusqu'à la désignation d'un nombre suffisant d'Autorités centrales en vertu de la Convention de 2007 sur le recouvrement des aliments. Entre-temps, le Conseil est d'avis que le Groupe de travail sur la coopération administrative poursuive ses travaux à titre de forum d'échange d'informations pour débattre des questions de coopération administrative comme cela avait été recommandé par la Vingt et unième session de la Conférence en novembre 2007 (Acte final, sous C 5) ».

<sup>4</sup> Voir Annexe II – Ordre du jour de la réunion du GTCA de décembre 2020 (disponible en anglais uniquement).

<sup>5</sup> Voir Annexe I – Aide-mémoire de la réunion du GTCA de décembre 2020.

<sup>6</sup> Para. No 5 de l'Annexe I.

<sup>7</sup> Para. No 24 de l'Annexe I.

## **ANNEXES**

## Annexe I – Aide-mémoire de la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020

- 1 Le Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA) relatif à la *Convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* (Convention Recouvrement des aliments de 2007) s'est réuni du 14 au 17 décembre 2020 pour discuter des statistiques en vertu de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 et d'autres questions de coopération administrative telles que les formulaires recommandés et les Profils des États. La réunion s'est tenue par vidéoconférence et 60 participants représentant 20 Membres, 1 Observateur et des membres du Bureau Permanent (PB) y ont pris part.
- 2 M. Philip Ashmore (États-Unis d'Amérique) et Mme Floor de Jongh Bekkali (Norvège) ont été proposés comme co-Présidents et ont été élus sans opposition.
- 3 Le présent aide-mémoire, préparé par les co-Présidents, donne un bref aperçu des principaux points de discussion.

### I. Introduction

- 4 Le Premier secrétaire responsable de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 a rappelé que le Conseil sur les affaires générales et la politique (CAGP) a convenu que le GTCA « devrait poursuivre ses travaux en tant que forum de discussion des questions de coopération administrative, comme l'a recommandé la Vingt et unième session de la Conférence en novembre 2007 »<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la réunion a été convoquée pour explorer des questions en prévision de la première réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la Convention Recouvrement des aliments de 2007, qui se tiendra en 2021 et qui fera des recommandations sur le futur programme de travail dans ce domaine.
- 5 En ce qui concerne la collecte de statistiques, le BP préparera un rapport fondé sur les orientations reçues du Groupe. Un projet de ce rapport sera diffusé aux participants du Groupe pour qu'ils puissent faire part de leurs observations en amont de la réunion de la Commission spéciale. Une autre réunion du Groupe sera convoquée pour approfondir cette discussion.

### II. Méthodes existantes pour la collecte de statistiques

- 6 En guise de contexte et dans le but d'explorer les méthodes existantes de collecte des statistiques, les membres du BP ont fait des présentations sur d'autres Conventions de la HCCH. Il s'agit notamment des Conventions Apostille de 1961, Notification de 1965, Preuves de 1970, Enlèvement d'enfants de 1980 et Adoption de 1993. Les présentations ont souligné l'importance de la collecte de statistiques pour : éclairer les discussions lors des réunions de la Commission spéciale ; contribuer au développement et à l'évaluation des outils de soutien aux Conventions, tels que les Guides de bonnes pratiques et les Manuels ; fournir une assistance bilatérale aux Parties contractantes ; et promouvoir les Conventions respectives. Le coordinateur d'iSupport a fait une présentation sur iSupport en mettant l'accent sur la collecte de statistiques.
- 7 Les participants ont également été invités à faire des présentations sur la manière dont les statistiques relatives aux pensions alimentaires pour enfants sont collectées dans le cadre de leurs systèmes nationaux et/ou internationaux respectifs. Les États et Organisation suivants ont participé à ces présentations : Allemagne, Brésil, Bulgarie, Canada, Commission européenne, États-Unis d'Amérique, Finlande, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Royaume-Uni et Suède.

---

<sup>1</sup> Voir p. 5 des C&Rs du CAGP 2010.

- 8 Les experts ont fourni des informations contextuelles sur leurs systèmes respectifs de recouvrement d'aliments, notamment : s'ils sont de nature judiciaire ou administrative ; s'ils utilisent des systèmes électroniques de gestion des dossiers ; s'ils couvrent des affaires internationales ou à la fois internationales et nationales ; s'ils sont directement impliqués dans l'exécution ; et le nombre d'ETP employés dans leurs Organisations respectives. Tous les États qui ont fait des présentations suivent le nombre de nouveaux cas et, à l'exception de deux États, le nombre de cas sortants et entrants. Toutefois, plusieurs États ont indiqué que leurs données comprennent les affaires nationales et internationales et n'identifient pas les affaires relevant de la Convention. Les autres données recueillies comprennent le nombre de demandes / requêtes par État, les types de demandes / requêtes, le temps nécessaire pour traiter ces demandes / requêtes et le montant des aliments recouverts.
- 9 Si l'approche diffère selon les États (et l'UE), l'utilisation des données à des fins administratives internes - telles que la planification budgétaire, la gestion des ressources, l'examen de la mise en œuvre des politiques et l'évaluation de l'efficacité - est une tendance identifiable.

### III. Éventuel rapport statistique au titre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007

- 10 L'article 54(2) de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 prévoit que les États contractants doivent coopérer avec le Bureau Permanent pour la collecte d'informations, y compris les statistiques et la jurisprudence, concernant le fonctionnement pratique de la Convention. Les statistiques sont un outil précieux pour mesurer et, si possible, améliorer « les procédures produisant des résultats et qui soient accessibles, rapides, efficaces, économiques, équitables et adaptées à diverses situations », comme indiqué dans le préambule de la Convention. En plus d'alimenter les discussions lors des réunions de la Commission spéciale, de contribuer à l'élaboration et à l'évaluation d'outils à l'appui de la Convention et d'aider à la promotion de la Convention, la collecte de statistiques dans le cadre de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 soutient l'évaluation de l'impact économique et social global de la HCCH.
- 11 Le Groupe a convenu que les statistiques pourraient être collectées chaque année, soit sur une base calendaire, soit sur une base d'une année fiscale / financière, en fonction des méthodes de collecte nationales.
- 12 Le coordinateur d'iSupport a présenté les résultats des questionnaires sur l'utilisation des données statistiques. Le Groupe a été invité à examiner les propositions figurant dans ces documents et à y répondre<sup>2</sup>.
- 13 Un certain nombre d'États ont demandé des précisions sur les définitions de la Convention Recouvrement des aliments de 2007, y compris les dossiers et les demandes. Un participant a suggéré la formation d'un Groupe consultatif technique pour se concentrer sur la définition claire des éléments de données ; d'autres participants ont exprimé leur soutien.
- 14 Le Groupe a discuté de l'utilisation du suivi des demandes sortantes et entrantes. La majorité des États ont convenu qu'il serait très utile de suivre les deux à la fois.
- 15 Le Groupe a convenu que toute future collecte de données devrait être envisagée en plusieurs phases. Les données plus difficiles à collecter pourraient être examinées ultérieurement.

---

<sup>2</sup> Voir Doc. pré-l. No 6 d'avril 2020 et Doc. pré-l. No 10 de juillet 2020.

- 16 Les participants se sont déclarés favorables à ce que les points suivants soient consignés, dans la mesure du possible, dans un futur rapport statistique qui comprendrait des définitions des données à collecter :
- Sous les statistiques générales : sur la base de ces définitions, nombre total de dossiers actifs ; et nombre total de dossiers actifs (détail par État).
  - Au titre de l'article 10 : nouvelles demandes sortantes et entrantes par type de demande ; nouvelles demandes sortantes et entrantes par type de demande et par État ; et durée moyenne en jours entre la réception de la demande et l'établissement d'une décision, la modification et la décision transmise à l'autorité d'exécution.
  - Au titre de l'article 7 : nouvelles requêtes de mesures spécifiques envoyées et reçues ; nouvelles requêtes de mesures spécifiques envoyées et reçues (détail par État) ; nouvelles requêtes de mesures spécifiques envoyées et reçues (détail sur les types de requêtes) ; et détail sur les résultats (y compris s'ils ont été ou non complétés).
- 17 Les États contractants sont disposés à travailler au développement de systèmes et à l'obtention de l'autorité nécessaire, qui pourraient permettre de fournir ces statistiques à l'avenir. Sous réserve du résultat des discussions de la Commission spéciale sur les statistiques, iSupport sera programmé en conséquence.
- 18 Les points suivants ont également été discutés et ne sont pas considérés comme prioritaires pour le moment :
- Nombre total d'enfants impliqués dans l'ensemble des dossiers.
  - Détailler les résultats fournis par les rapports sur l'état d'avancement du point de vue de l'État requis. Le co-Président (M. Ashmore) s'est dit préoccupé par le fait que les rapports d'étape sont utilisés de manière incohérente. Un certain nombre d'États ont fait remarquer qu'ils auraient des difficultés à rendre ces informations disponibles maintenant ou à l'avenir.
  - Détail des mesures d'exécution en vertu de l'article 34.
  - Au titre de l'article 6(2)(f) : total dû, y compris les arriérés (en tant qu'État requérant) ; total transféré à l'étranger (en tant qu'État requis) ; total reçu de l'étranger (en tant qu'État requérant) ; et détail du total dû, transféré et reçu, y compris détail par État.
- 19 Un effort sera fait pour obtenir un retour d'information des Parties contractantes qui n'étaient pas présentes.

#### **IV. Possibles formulaires modèles recommandés**

- 20 En ce qui concerne l'élaboration des futurs formulaires, le BP a établi un ordre de priorité sur la base des résultats d'un questionnaire sur le sujet<sup>3</sup>. L'ordre suivant a été soutenu par le Groupe :
- Formulaires à remplir
  - Formulaire de calcul des arrérages d'aliments / état des arrérages.
  - Formulaire modèle de procuration.
  - Déclarations constatant la force exécutoire des actes authentiques ainsi que des accords privés (art. 30(3)(b)).
  - Formulaire attestant que les conditions de l'article 36 sont remplies.
  - Formulaire de calcul des intérêts.
  - Formulaire modèle évolutif pour la prise de décision.

---

<sup>3</sup> Voir Doc. pré-l. No 1 d'août 2019.



- 21 Un participant a suggéré un formulaire pour demander un rapport de situation qui a reçu le soutien du Groupe. Ce formulaire sera inclus dans le développement futur car il sera probablement efficace en termes de ressources.

## V. Possibles futurs formulaires électroniques à remplir, y compris dans d'autres langues

- 22 Les participants ont exprimé leur soutien à l'utilisation de formulaires électroniques à remplir. Un certain nombre d'États se sont déclarés favorables à ce que tous les formulaires soient accessibles au public dans un format électronique remplissable.
- 23 Le Premier secrétaire a noté que pour que le BP puisse publier ces formulaires dans des langues autres que l'anglais, le français et l'espagnol, il faudrait que les Parties contractantes y contribuent. Les participants se sont déclarés favorables à ce que les formulaires dans d'autres langues constituent une priorité élevée en raison du coût élevé de la traduction pour de nombreux États. Un participant a suggéré de lier les formulaires dans d'autres langues aux Profils des États sur le site web de la HCCH, ce qui a reçu le soutien d'un certain nombre d'États. Un lien vers le site Internet du *Office of Child Support Enforcement* qui possède des formulaires dans d'autres langues sera inclus dans la section des pensions alimentaires pour enfants du site web de la HCCH.

## VI. Réunions futures

- 24 Le Groupe a discuté de l'intérêt de tenir une session d'information en ligne pour les Parties non contractantes avec les Parties contractantes avant la tenue de la réunion de la Commission spéciale ainsi que de l'organisation de réunions bilatérales en ligne entre les États intéressés. Les deux propositions ont reçu un soutien.

## VII. Autres sujets

- 25 En ce qui concerne les travaux futurs sur les pensions alimentaires entre époux, le Premier secrétaire a suggéré qu'après une évaluation préliminaire, la meilleure façon de procéder serait d'élaborer un nouveau Profil d'État pour les pensions alimentaires entre époux, sous réserve des ressources disponibles. Les participants ont noté que cela pourrait être répétitif avec les Profils des États existants. Cette question n'est pas considérée comme une priorité à l'heure actuelle.
- 26 Les États-Unis d'Amérique ont fait circuler un document de travail intitulé « Obligations des Autorités centrales relatives aux demandes d'obtention d'une décision en matière d'aliments, y compris, le cas échéant, l'établissement de la filiation »<sup>4</sup>. Le Groupe a discuté de la question et un soutien général s'est dégagé en faveur de son contenu et de l'inscription du sujet à l'ordre du jour de la réunion de la Commission spéciale. Le document de discussion sera mis à la disposition du CAGP lors de sa réunion de 2021.
- 27 La *National Child Support Enforcement Association* (NCSEA) a soulevé pour discussion la nécessité d'accroître l'acceptation des résumés de décisions et a suggéré qu'elle soit examinée lors de la réunion de la Commission spéciale, ce qu'un certain nombre d'États ont soutenu. Bien que l'utilisation de résumés soit soutenue, certains participants ont exprimé des inquiétudes quant aux limitations nationales. L'utilisation obligatoire des résumés a également été discutée dans le cadre du Règlement européen No 4/2009.

---

<sup>4</sup> Voir le document de travail ci-joint (disponible en anglais uniquement).

- 28 La NCSEA a également souligné l'importance de l'utilisation des Profils des États. Il s'agit notamment de veiller à ce que les Profils des États soient complétés en temps utile et avec précision, à ce qu'ils soient fréquemment mis à jour et à ce que les États soient informés des mises à jour. Un soutien général a été exprimé en faveur de la soumission des Profils des États en temps utile, en soulignant la valeur des informations pour les Autorités centrales et les responsables de dossiers. Le BP a soutenu les suggestions mais a noté que les changements apportés au logiciel nécessiteraient un financement supplémentaire. Le Premier secrétaire a informé les participants que le dépositaire prend des mesures, en coopération avec le BP, pour s'assurer que les futures Parties contractantes aux Conventions de la HCCH fournissent ce type d'informations en temps utile.

## Pièce jointe à l'annexe I

*(en anglais uniquement)*

### Central Authority Obligations Related to Applications for Establishment of a Maintenance Decision, Including Where Necessary the Establishment of Parentage

Administrative Cooperation Working Group, December 14-17,  
2020 Discussion Paper by the U.S. Office of Child Support  
Enforcement

The ACWG is a forum for discussing issues of administrative cooperation among Central Authorities and sharing experiences and good practices. As such, it is appropriate for the ACWG to discuss practical aspects of the Convention which can assist States that are parties to the Convention. The Convention identifies six applications that are available to a creditor. One of those is “establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage.” Because many State parties can establish a maintenance decision domestically and do not typically need to send an application for the establishment of a decision, they may be unfamiliar with the related requirement to establish parentage where necessary for the establishment of a decision. The purpose of this document is to identify the related Convention obligations for Central Authorities and discuss any issues that have arisen in their implementation. As noted in Article 53 of the Convention, in the interpretation of the Convention, “regard shall be had . . . to the need to promote uniformity in its application.”

This document may also serve as useful background on this matter for States interested in becoming a Party to the Convention. As noted in the Implementation Checklist (IC) to the 2007 Child Support Convention, before becoming a Party to the Convention, a State must ensure that it has taken appropriate implementing measures including, where necessary, amending domestic laws, rules regulations, orders, and policies to comply with Convention obligations.

Sec. 4.

#### Convention Requirements

A State that accepts creditor-based jurisdiction rarely needs to ask another State to establish a maintenance decision for one of its residents. However, there are countries – like the United States – that do not recognize creditor-based jurisdiction. In these countries, to establish a maintenance decision, there must be some minimum nexus between the authority exercising jurisdiction and the debtor. If there are not sufficient contacts between the debtor and the State, a creditor in that State may need to ask a country where the debtor resides to establish a decision. For that reason, the 2007 Hague Child Support Convention makes available applications for the establishment of maintenance decisions. Those applications include, where necessary, the establishment of parentage. See Art. 6(2) *h*) and Art. 10(1) *c*). The Convention obligations related to these applications include the following:

- Children born out of wedlock are within the scope of the Convention. Art. 2.
- A separate application for the establishment of parentage is not available under the Convention. Art. 10; ER, Para. 247.
- Establishment of parentage can only be requested in connection with an application to establish a maintenance decision. Art. 10(1) *c*); ER, Para. 247.
- A Contracting State must make available to a creditor an application to establish a maintenance decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage. Art. 10(1) *c*); ER, Para. 234.

- Where a State's domestic law allows for the establishment of a maintenance decision, without the necessity of first establishing parentage, the State may proceed to establish a maintenance decision in a Convention case. Art. 10(1) c); ER, Paras. 244 and 289.
- An application for the establishment of a maintenance decision may require the establishment of parentage as a preliminary step. Art. 10(1) c); ER, Paras. 244 and 289.
- Where a State's domestic law requires the establishment of parentage prior to the establishment of a maintenance decision, the State must have laws and procedures addressing the establishment of parentage prior to the establishment of a maintenance decision in a Convention case. Art 10(1), Art. 14(1), Art. 57.
- States must have laws and procedures in place to establish a maintenance decision, including where necessary the establishment of parentage, including in cases where parentage is contested, that ensure that the benefits of the Convention extend to all children without regard to marital status of the parents. Art. 2 and 10(1)c); ER, Paras. 58 and 59.
- States must provide effective access to procedures related to applications by a creditor for the establishment of maintenance, including where necessary the establishment of parentage. Art. 10(1)c) and Art. 14.
- Application of a State's laws and procedures does not guarantee that parentage and a maintenance decision will be established. The outcome in a particular case will depend on the facts of the case. The forum's rules of procedure and substance will govern the proceedings. Art. 10(3); ER, Para. 245.
- Central Authorities, public bodies, or other bodies subject to the supervision of the competent parties of the Contracting State must provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance, including initiating or facilitating proceedings in respect of an application for establishment of a decision, including where necessary the establishment of parentage. Art. 6., IC Annex II.
- A Contracting State, by the time its instrument of ratification or accession is deposited or a declaration is submitted in accordance with Article 61 of the Convention, must provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with (a) a description of its laws and procedures concerning maintenance obligations and (b) a description of the measures it will take to meet the obligations under Article 6. Art. 57. This should include information regarding how the Central Authority or relevant body will provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance in relation to Articles 6(2) h) and 10(1) c). ER, Para. 252.

Although internal laws with respect to parentage and support establishment may differ, the obligations above are those the United States believes the Convention clearly requires of all Contracting Parties. The United States welcomes a discussion among Central Authorities of Contracting States regarding any issues that may have arisen regarding the implementation of these obligations.

## **2007 Hague Child Support Convention Requirements Related to Support and Parentage Establishment**

### Article 1

#### Object

The object of the present Convention is to ensure the effective international recovery of child support and other forms of family maintenance, in particular by -

- b) making available applications for the establishment of maintenance decisions;

### Article 2

#### Scope

(4) The provisions of this Convention shall apply to children regardless of the marital status of the parents.

### Article 6

#### Specific functions of Central Authorities

(1) Central Authorities shall provide assistance in relation to applications under Chapter III. In particular they shall -

- a) transmit and receive such applications;
- b) initiate or facilitate the institution of proceedings in respect of such applications.

(2) In relation to such applications they shall take all appropriate measures -

- h) to provide assistance in establishing parentage where necessary for the recovery of maintenance;

### Article 10

#### Available applications

(1) The following categories of application shall be available to a creditor in a requesting State seeking to recover maintenance under this Convention -

- c) establishment of a decision in the requested State where there is no existing decision, including where necessary the establishment of parentage;

(3) Save as otherwise provided in this Convention, the applications in paragraphs 1 and 2 shall be determined under the law of the requested State, and applications in paragraphs 1 c) to f) and

2 b) and c) shall be subject to the jurisdictional rules applicable in the requested State.

### Article 14

#### Effective access to procedures

(1) The requested State shall provide applicants with effective access to procedures, including enforcement and appeal procedures, arising from applications under this Chapter.

## Article 57

### Provision of information concerning laws, procedures and services

- (1) A Contracting State, by the time its instrument of ratification or accession is deposited or a declaration is submitted in accordance with Article 61 of the Convention, shall provide the Permanent Bureau of the Hague Conference on Private International Law with -
  - a) a description of its laws and procedures concerning maintenance obligations;
  - b) a description of the measures it will take to meet the obligations under Article 6;
- (2) Contracting States may, in fulfilling their obligations under paragraph 1, utilise a country profile form recommended and published by the Hague Conference on Private International Law.
- (3) Information shall be kept up to date by the Contracting States.

## Annexe II – Ordre du jour de la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020

Monday 14 December 2020	
<u>12:00-12:30</u>	Connection and testing with participants
<u>12:30-15:20</u>	<b>Session I</b>
12:30-13:30	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Introductory remarks, Secretary General, HCCH</li> <li>- Election of the co-Chairs</li> <li>- Tour de table – delegations / experts introduce themselves</li> <li>- Presentation of the agenda and objectives of the meeting, First Secretary, HCCH</li> <li>- Practical information, iSupport Co-ordinator, HCCH</li> </ul>
13:30-13:35	<i>Health break</i>
13:35-14:15	<p>1. Presentations on the collection of statistics under existing HCCH Conventions (see PPPs available on the HCCH secure portal as of 10 December 2020)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1980 Child Abduction Convention</li> <li>- 1993 Intercountry Adoption Convention</li> <li>- 1961 Apostille Convention</li> <li>- 1965 Service Convention</li> <li>- 1970 Evidence Convention</li> </ul> <p>Questions &amp; Answers</p>
14:15-14:20	<i>Health break</i>
14:20-15:20	<p>2. Presentations on the collection of statistics under the 2007 Convention, the 2009 Maintenance Regulation and / or domestic law (see PPPs available on the HCCH secure portal as of 10 December 2020)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Netherlands</li> <li>- Bulgaria</li> <li>- Finland</li> <li>- Germany</li> <li>- Latvia</li> <li>- Poland</li> <li>- Portugal</li> <li>- Sweden</li> <li>- European Commission</li> </ul> <p>Questions &amp; Answers</p>
<u>15:20-15:40</u>	<b>Break</b>
<u>15:40-17:30</u>	<b>Session II</b>
15:40-16:20	<p>3. Presentations on the collection of statistics under the 2007 Convention, other cross-border arrangements and / or domestic law (see PPPs available on the HCCH secure portal as of 10 December 2020)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Brazil</li> <li>- Canada</li> <li>- Norway</li> <li>- United Kingdom</li> <li>- United States of America</li> </ul>

	Questions & Answers
16:20-16:35	Presentation of iSupport Questions & Answers
16:35-16:45	<i>Health break</i>
16:45-17:30	4. Presentation of the findings of the <a href="#">Prel. Doc. No 6</a> and <a href="#">Prel. Doc. No 10</a> consultations & discussion of the possible data that could be collected under the 2007 Convention (see PPP available on the HCCH secure portal as of 10 December 2020)
<b>Tuesday 15 December 2020</b>	
<b><u>13:30-15:20</u></b>	<b>Session III</b>
13:30-14:20	4. Presentation of the findings of the <a href="#">Prel. Doc. No 6</a> and <a href="#">Prel. Doc. No 10</a> consultations & discussion of the possible data that could be collected under the 2007 Convention (cont.)
14:20-14:30	<i>Health break</i>
14:30-15:20	4. Presentation of the findings of the <a href="#">Prel. Doc. No 6</a> and <a href="#">Prel. Doc. No 10</a> consultations & discussion of the possible data that could be collected under the 2007 Convention (cont.)
<b><u>15:20-15:40</u></b>	<b>Break</b>
<b><u>15:40-17:30</u></b>	<b>Session IV</b>
15:40-16:10	5. Discussion of possible future recommended model forms in order of priority (see <a href="#">Prel. Doc. No 3</a> of November 2020 (revised version) – Annex II) <ul style="list-style-type: none"> <li>- (7.7.) Dynamic forms (available on the HCCH website to be completed online, printed and sent by registered mail)</li> <li>- (7.1.) Calculation form for maintenance arrears / statement of arrears</li> <li>- (7.4.) Model form for Power of Attorney</li> <li>- (7.3.) Statements of enforceability with respect to authentic instruments as well as private agreements (Art. 30(3)(b))</li> <li>- (7.5.) Form attesting that Art. 36 conditions are met</li> <li>- (7.6.) Form for calculation of interest (with a table of interest or a link to a relevant website)</li> <li>- (7.2.) Scalable model form for decision</li> <li>- Other forms to be developed</li> </ul>
16:10-16:30	6. Discussion of possible dynamic mandatory (M) and recommended forms to be developed (see <a href="#">Prel. Doc. No 3</a> of November 2020 (revised version) – Annex III) <p><i>For Central and other competent authorities (on the HCCH secure website)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- (7.7.1.)* Transmittal form (M) under Art. 12(2)</li> <li>- (7.7.2.)* Acknowledgement form (M) under Art. 12(3)</li> <li>- (7.7.3.)* Application for Recognition or Recognition and Enforcement</li> <li>- (7.7.4.)* Abstract of a Decision</li> <li>- (7.7.5.)* Statement of Enforceability of a Decision</li> <li>- (7.7.6.)* Statement of Proper Notice</li> <li>- (7.7.7.)* Status of Application Report – Recognition or Recognition and Enforcement</li> <li>- (7.7.8.)* Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised in the Requested State</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- (7.7.9.) Status of Application Report – Enforcement of a Decision Made or Recognised in the Requested State</li> <li>- (7.7.10.) Application for Establishment of a Decision</li> <li>- (7.7.11.) Status of Application Report – Establishment of a Decision</li> <li>- (7.7.12.) Application for Modification of a Decision</li> <li>- (7.7.13.) Status of Application Report – Modification of a Decision</li> <li>- (7.7.14.)* Financial Circumstances Form</li> </ul> <p><i>For the general public (on the HCCH public website)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- (7.7.3.)* Application for Recognition or Recognition and Enforcement</li> <li>- (7.7.8.) Application for Enforcement of a Decision Made or Recognised in the Requested State</li> <li>- (7.7.10.) Application for Establishment of a Decision</li> <li>- (7.7.12.) Application for Modification of a Decision</li> <li>- (7.7.14.)* Financial Circumstances Form</li> </ul> <p>* To be developed on a priority basis.</p>
16:30-16:40	<i>Health break</i>
16:40-17:00	7. Forms available in other languages than English, French and Spanish (incl. Portuguese in iSupport)
17:00-17:30	8. Extension of the Country Profile to cover spousal support
<b>Wednesday 16 December 2020</b>	
<b><u>13:30-15:20</u></b>	<b>Session V</b>
13:30-13:55	9. Organisation of an information session online for Non-Contracting Parties with Contracting Parties present to respond to Questions collected in advance
13:55-14:20	10. Organisation of bilateral meetings online for Contracting and Non-Contracting Parties
14:20-14:30	<i>Health break</i>
14:30-15:20	11. Discussion of other administrative cooperation issues within the mandate of the ACWG
<b><u>15:20-15:40</u></b>	<b>Break</b>
<b><u>15:40-17:30</u></b>	<b>Session VI</b>
15:40-16:30	11. Discussion of other administrative cooperation issues within the mandate of the ACWG (cont.)
16:30-16:40	<i>Health break</i>
16:40-17:30	11. Discussion of other administrative cooperation issues within the mandate of the ACWG (cont.)

Thursday 17 December 2020	
<b><u>13:30-15:20</u></b>	<b>Session VII</b>
13:30-15:15	12. Adoption of an <i>aide-mémoire</i>
14:20-14:30	<i>Health break</i>
14:30-15:20	12. Adoption of an <i>aide-mémoire</i> (cont.)
<b><u>15:20-15:40</u></b>	<b>Break</b>
<b><u>15:40-17:30</u></b>	<b>Session VIII</b>
15:40-16:30	12. Adoption of an <i>aide-mémoire</i> (cont.)
16:30-16:40	<i>Health break</i>
16:40-17:30	12. Adoption of an <i>aide-mémoire</i> (cont.)

### Annexe III – Liste des participants à la réunion du GTCA du 14 au 17 décembre 2020

Members				
	<b>Argentina</b>	Juanjo Cerdeira	National Director for International Affairs	Ministry of Justice and Human Rights
		Mariana Franco	Civil International Cooperation, National Directorate for International Affairs	Ministry of Justice and Human Rights
	<b>Brazil</b>	Lalisa Froeder Dittrich	Chief of Child Support Unit, Specialist in Public Policy and Government Management, General Coordination for International Legal Cooperation, Department of Assets Recovery and International Legal Cooperation	Ministry of Justice and Public Security, National Secretariat of Justice
		Arnaldo José Alves Silveira	General Coordinator, Specialist in Public Policies and Government Management, General Coordination for International Legal Cooperation, Department of Assets Recovery and General Coordination for International Legal Cooperation	Ministry of Justice and Public Security, National Secretariat of Justice
	<b>Bulgaria</b>	Kalina Kaludina	Chief Expert, International Legal Child Support and Intercountry Adoptions Directorate	Ministry of Justice
		Rositsa Dragona	Junior expert, International Legal Child Support and Intercountry Adoptions Directorate	Ministry of Justice
	<b>Canada</b>	Manon Dostie	Senior Counsel, Constitutional, Administrative and International Law Section	Department of Justice Canada
		Andina van Isschot	Counsel, Family Law and Youth Justice Policy Section	Department of Justice Canada
Tracy Morrow		General Counsel, Family Law Section, Legal Services Branch	Manitoba Justice	
Michelle Douglas-Cummings		Senior Counsel, Civil Law Division, Family Responsibility Office Branch	Ministry of Justice and Attorney General of Ontario	

	Lori Louth	Senior Program Analyst, Justice Services Branch	Ministry of Justice and Attorney General of British Columbia
	Katie Levasseur	Avocate, Direction du soutien aux orientations, des affaires législatives et de la refonte	Ministère de la Justice Québec
	Christine Carter	Director, Court Services	Department of Justice Nova Scotia
<b>European Union</b>	Hrvoje Grubisic	Policy Officer	European Commission
<b>Finland</b>	Tanja Niemi	Senior Adviser	Ministry of Justice
<b>Germany</b>	Julia Schelcher	Head of Division Cross-border Recovery of Maintenance	<i>Bundesamt für Justiz</i> (Federal Office of Justice)
	Anja Lortz	Policy Specialist -Cross-border Recovery of Maintenance	<i>Bundesamt für Justiz</i> (Federal Office of Justice)
	Claudia Langenhorst	Program Specialist, Cross-border Recovery of Maintenance	<i>Bundesamt für Justiz</i> (Federal Office of Justice)
<b>Italy</b>	Guiseppe Vinciguerra	Magistrate / Director of the Central Authorities Division	Ministry of Justice
<b>Latvia</b>	Sintija Lavska	Legal Advisor	Administration of the Maintenance Guarantee Fund
	Elina Kluga	Legal Advisor	Administration of the Maintenance Guarantee Fund

<b>Netherlands</b>	Nina Vels	Senior policy Advisor	<i>Landelijk Bureau Inning Onderhoudsbijdragen (LBIO)</i>
	Miranda van der Waarden	Policy Advisor	<i>Landelijk Bureau Inning Onderhoudsbijdragen (LBIO)</i>
	Lisette den Haan	Head of the International Department	<i>Landelijk Bureau Inning Onderhoudsbijdragen (LBIO)</i>
<b>Norway</b>	Siri Risnes	Senior Advisor, Child Support Specialist in the Directorate of Labour and Welfare	Royal Norwegian Ministry of Labour
	Floor de Jongh Bekkali	Head of Section at the Norwegian Central Authority for Child Support	National Office for Social Insurance
	Maren Stranger	Senior Advisor, Child Support Enforcement Specialist at the Norwegian Enforcement Agency	The Norwegian Tax Administration
	Arnhild Arntsen	Caseworker, Central Authority for Child Support	National Office for Social Insurance
	Oliwia Chesy	Caseworker, Central Authority for Child Support	National Office for Social Insurance
	Antonio Spagnolo	Caseworker, Central Authority for Child Support	National Office for Social Insurance
<b>Poland</b>	Aneta Ludwiczak	Chief Specialist (receiving authority)	Ministry of Justice
	Luiza Nadstazik	Senior Specialist (receiving authority)	Ministry of Justice
	Justyna Tomalska	Chief Specialist	Ministry of Justice
	Monika Bieniek-Ciarcińska	Head of Division of International Proceedings in Family Matters, Department of Family and Juvenile Matters	Ministry of Justice
	Dawid Kaczmarzyk	Chief Specialist for cross-border affairs (transmitting authority)	Regional Court of Katowice
	Magdalena Aksamitowska-Kobos	Head of Independent Division of Foreign Affairs (transmitting authority)	Regional Court in Gliwice

		Wiesława Kozikowska	Vice-president of Regional Court in Lomza (transmitting authority)	Regional Court in Lomza
		Marta Obrycka	Specialist (receiving authority)	Ministry of Justice
	<b>Portugal</b>	Paulo Jorge Gomes Gonçalves	Head of the International Judicial Cooperation Unit	Ministry of Justice Portugal
	<b>Spain</b>	Beatriz Corbo Tellado	Head of International Legal Cooperation Services	Ministry of Justice
	<b>Sweden</b>	Karin Honorato dos Santos Eriksson	Policy and Development Expert, Unit for Children and Families	Swedish Social Insurance Agency
	<b>Switzerland</b>	Sandra John	Senior Legal Counsel, Central Authority for International Maintenance Matters	Federal Office of Justice
		Susanne Mathys	Senior Caseworker / Coordinator, Central Authority for International Maintenance Matters	Federal Office of Justice
		Marijana Rmus	Caseworker, Central Authority for International Maintenance Matters	Federal Office of Justice
	<b>Ukraine</b>	Maria Snizhko	Division of International Law Assistance in Civil Cases, Directorate of International Law Assistance, Department of International Law	Ministry of Justice
	<b>United Kingdom</b>	Eral Knight	Head of EU / International PIL Negotiations & Strategy	Ministry of Justice
		Neil McFadden	Non-EU / Hague 2007 Team Leader	The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Unit (REMO)

	<b>United States of America</b>	Rukeya Khanam	Gatekeeper / Hague 2007 Caseworker	The Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Unit (REMO)
		Eliza Lowe	Senior Policy Specialist, Administration for Children and Families	Office of Child Support Enforcement
		Philip Ashmore	Policy Specialist, International Policy & Public Inquiries, Administration for Children and Families	Office of Child Support Enforcement
		Anne Miller	Senior Policy Specialist	Office of Child Support Enforcement
		Yvette Riddick	Director, Division of Policy and Training	Office of Child Support Enforcement
		Lisette Pedre	Department of Health and Human Services	Department of Health and Human Services
		Shannon Hines	Attorney Adviser, Office of the Legal Adviser	U.S. Department of State
		Margaret Haynes	Senior Associate, consultant with the U.S. Office of Child Support Enforcement	
	<b>Venezuela</b>	Ligia Coromoto Pinto Mejias	International Legal Coordinator	Ministry of People's Power for Foreign Relations
		Douglas Arnaldo Montoya Guerrero	Judicial District of the state of Mérida	Judicial Circuit of Child Protection, Children and Adolescents of Mérida
<b>Observers</b>	<b>National Child Support Enforcement Association (NCSEA)</b>	Kristen Erickson-Donadee	Chief Counsel and Deputy Director	California Department of Child Support Services
		Alisha Griffin	Director	Alisha Griffin Wks LLC
		Hannah Roots	Legal Counsel and Independent	Hannah Roots Law Corporation

HCCH	Permanent Bureau	Philippe Lortie	First Secretary	HCCH
		Jean-Marc Pellet	i-Support Project Coordinator	HCCH
		Ignacio Goicoechea	Representative, Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC)	HCCH
		Florencia Castro	Legal and Office Co-ordinator, Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC)	HCCH
		Capucine Page	Legal Officer	HCCH
		Elizabeth Zorrilla	Legal Officer	HCCH
		Nicole Sims	Legal Officer	HCCH
		Victoria Stephens	INCADAT Consultant	HCCH
		Nietta Keane	Intern	HCCH
		Stuart Hawkins	Website / IT Officer	HCCH
		Mathilde Prénas	Senior Administrative Assistant	HCCH